

Province de Liège
BULLETIN PROVINCIAL
Périodique

Sommaire

Pages

<u>N° 91 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC – MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE</u> <i>Arrêté de police du Gouverneur du 28 décembre 2020 relatif à l'usage de feux d'artifice et assimilés.</i>	750
--	------------

**N° 91 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 28 décembre 2020 relatif à l'usage de feux d'artifice et assimilés.



Gouverneur de la province de Liège

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1^{er}, e);

Vu la déclaration de l'OMS de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en son article 11 tel que modifié par l'article 165 de la loi du 7 décembre 1998 ;

Vu l'article 128 de la loi provinciale du 30 avril 1836 ;

Vu l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national, et en particulier son article 28 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et notamment ses articles 7 §2 et 27 §1^{er} ;

Vu la note du Centre national de crise du 24 décembre 2020 concernant les risques liés aux feux d'artifice et la suggestion adressée aux Gouverneurs de les régler complémentirement par arrêté de police ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que représente le nouveau coronavirus pour la population belge dans son ensemble et de la province de Liège en particulier ;

Vu le rapport du RAG (Risk Assessment Group) du 23 décembre 2020 qui précise que sur base de la nouvelle stratégie de gestion de l'épidémie, nous sommes toujours en phase de lockdown ;

Considérant que le virus demeure largement répandu en Wallonie, ce qui implique qu'une extrême prudence reste de mise ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié ;

Considérant que la situation sanitaire est évaluée régulièrement, que cela signifie qu'un retour à des mesures plus strictes ou plus souples n'est jamais exclu ;

Considérant que les mesures visant à réduire les risques de propagation du coronavirus doivent respecter le principe de proportionnalité et s'adapter aux réalités locales ;

Considérant que l'usage de feux d'artifice et assimilés est plus intensif au passage du Nouvel-An ;

Considérant l'impossibilité pour les services de police de pouvoir être présents partout à la fois afin de constater les éventuelles infractions en matière d'utilisation de feux d'artifice et assimilés ;

Considérant dès lors la possibilité de pouvoir agir en amont, notamment par le biais du contrôle de la détention de feux d'artifice et assimilés dans les espaces publics et du transport de ceux-ci ;

Considérant que l'usage de lanternes lumineuses volantes en papier - dites « lanternes chinoises ou ballons de vœux » - présente les mêmes risques que les feux d'artifice et assimilés, et que ces lanternes constituent un danger en termes de risques d'incendie ;

Considérant le caractère temporaire et proportionné de ces mesures ;

ARRÊTE

Section 1 : Dispositions

Article 1^{er} – Par feux d'artifice et assimilés, on entend dans le présent arrêté, les feux d'artifice visés à l'article 7 §2 de l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020, ainsi que les feux d'artifice de signalisation ou fusées de secours sans autorisation d'une autorité compétente et les lanternes lumineuses volantes en papier.

Article 2 – Sans préjudice d'autres dispositions et réglementations plus contraignantes en matière de feux d'artifice et assimilés, tout usage et tout acte préparatoire à l'allumage, à l'explosion ou au tir, de feux d'artifice et assimilés, sont interdits tant dans le domaine public que privé, sur tout le territoire de la province de Liège.

Article 3 – La détention dans les espaces publics et le transport de feux d'artifice et assimilés par des particuliers sont interdits les 31 décembre 2020 et 1^{er} janvier 2021.

Section 2 : Exécution

Article 4 – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Article 5 – Les infractions au présent arrêté sont punissables, en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs, d'une peine de prison de 8 à 14 jours ainsi que d'une amende de 26 à 200€ ou d'une seule de ces peines. Le maximum de la peine peut éventuellement être doublé si les contrevenants agissent en bandes.

Article 6 – Le présent arrêté entre en vigueur le 28 décembre 2020 et reste d'application jusqu'au 15 janvier 2021 inclus. Il sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

Article 7 – Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié par courriel.

1° Pour disposition :

- a. Aux Bourgmestres de la province de Liège, chargés de l’afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b. A Messieurs les Chefs de corps des zones de Police locale de la province de Liège ;
- c. A Messieurs les Directeurs coordinateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen ;
- d. A Madame le Procureur du Roi d’Eupen ;
A Monsieur le Procureur du Roi de Liège.

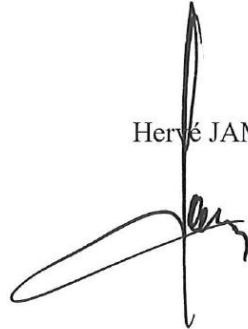
2° Pour information :

- a. Au Premier Ministre ;
- b. A la Ministre fédérale de l’Intérieur ;
- c. Au Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d. Au Ministre-Président de la Région wallonne ;
- e. A la Ministre de la Santé de la Région wallonne ;
- f. Au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- g. Au Centre de Crise national ;
- h. Au Centre de Crise régional ;
- i. Au Collège provincial de Liège.

Article 8 – Un recours en annulation, ainsi qu’un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d’Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d’Etat du 12 janvier 1973.

Fait à Liège, le 28 décembre 2020

Hervé JAMAR





POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten, insbesondere des Artikels 5, § 1, Buchst. e;

Aufgrund der von der WHO am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, in seinem Artikel 11, abgeändert durch Artikel 165 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998;

Aufgrund von Artikel 128 des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2019 über die Noteinsatzplanung und die Bewältigung von Notsituationen auf kommunaler und provinzieller Ebene und über die Rolle der Bürgermeister und Provinzgouverneure bei Ereignissen und Krisensituationen, die eine Koordination oder eine Bewältigung auf nationaler Ebene erfordern, insbesondere Artikel 28;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, insbesondere Artikel 7 § 2 und Artikel 27 § 1;

Aufgrund der Mitteilung des Nationalen Krisenzentrums vom 24. Dezember 2020 bezüglich der mit Feuerwerken verbundenen Risiken und der an die Gouverneure gerichteten Empfehlung, Feuerwerke zusätzlich durch Polizeierlasse zu regeln;

Aufgrund des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Verwaltung einer internationalen Gesundheitskrise;

Aufgrund der Dringlichkeit und des Gesundheitsrisikos, welches das neue Coronavirus für die gesamte belgische Bevölkerung und besonders für die Provinz Lüttich darstellt;

Aufgrund des Berichts der RAG (Gruppe Risikobewertung) vom 23. Dezember 2020, der besagt, dass wir uns auf der Grundlage der neuen Strategie des Epidemienmanagements immer noch in der Lockdown-Phase befinden;

In der Erwägung, dass das Virus in der Wallonie immer noch weit verbreitet ist, weshalb äußerste Vorsicht geboten bleibt;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das voraussetzt, dass die öffentlichen Behörden bei Feststellung eines ernststen Gefährdungspotenzials mit einer gewissen Eintrittswahrscheinlichkeit dringende und vorläufige Schutzmaßnahmen auf der am besten geeigneten Ebene ergreifen müssen;

In der Erwägung, dass die Gesundheitslage regelmäßig bewertet wird; dass dies bedeutet, dass eine Rückkehr zu strengeren oder flexibleren Maßnahmen nicht ausgeschlossen ist;

In der Erwägung, dass die Maßnahmen, die darauf abzielen, das Risiko der Ausbreitung des Coronavirus zu verringern, den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit bewahren und an die lokalen Gegebenheiten angepasst sein müssen;

In der Erwägung, dass die Verwendung von Feuerwerken und gleichgestellten Produkten zum Jahreswechsel intensiver ist;

In der Erwägung, dass es den Polizeidiensten nicht möglich ist, überall gleichzeitig zu sein, um etwaige Verstöße in Bezug auf die Verwendung von Feuerwerken und gleichgestellten Produkten festzustellen;

In Erwägung der Möglichkeit, im Vorhinein handeln zu können, insbesondere mittels der Kontrolle des Besitzes von Feuerwerken und gleichgestellten Produkten im öffentlichen Raum und bei ihrem Transport;

In der Erwägung, dass die Verwendung von Fluglaternen aus Papier, sogenannten Himmelslaternen oder Glücksballons, die gleichen Risiken birgt wie Feuerwerke und gleichgestellte Produkte und dass diese Laternen eine Gefahr in Bezug auf das Brandrisiko darstellen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen vorübergehend und verhältnismäßig sind;

ERLÄSST DER GOUVERNEUR DER PROVINZ LÜTTICH

Abschnitt 1: Bestimmungen

Artikel 1 – Unter Feuerwerken und gleichgestellten Produkten sind in vorliegendem Erlass die in Artikel 7 § 2 des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 genannten Feuerwerke sowie Signalfeuerwerke oder Notfallraketen ohne Genehmigung durch eine zuständige Behörde und Fluglaternen aus Papier zu verstehen.

Artikel 2 – Unbeschadet anderer strengerer Bestimmungen und Vorschriften in Bezug auf Feuerwerke und gleichgestellte Produkte sind jede Verwendung und jede vorbereitende Handlung zum Zünden, Explodieren oder Abfeuern von Feuerwerken sowohl im öffentlichen als auch im privaten Bereich auf dem gesamten Gebiet der Provinz Lüttich verboten.

Artikel 3 – Am 31. Dezember 2020 und 1. Januar 2021 ist es Privatpersonen untersagt, Feuerwerke und gleichgestellte Produkte im öffentlichen Raum im Besitz zu haben und zu transportieren.

Abschnitt 2: Ausführung

Artikel 4 – Die kommunalen Behörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Durchsetzung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

Artikel 5 – Zuwiderhandlungen gegen vorliegenden Erlass sind aufgrund von Artikel 1 des Gesetzes vom 6. März 1818, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Juni 1934 und 14. Juni 1963 betreffend Übertretungen von Verwaltungsvorschriften strafbar und werden geahndet mit einer Gefängnisstrafe von 8 bis 14 Tagen und einer Geldstrafe von 26 bis 200 € oder nur einer dieser Strafen. Die Höchststrafe kann eventuell verdoppelt werden, wenn die Zuwiderhandelnden in Banden handeln.

Artikel 6 – Vorliegender Erlass tritt am 28. Dezember 2020 in Kraft und ist bis einschließlich 15. Januar 2021 wirksam. Er wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

Artikel 7 – Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und per E-Mail notifiziert:

1. zur weiteren Veranlassung an:

- a. die Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
- b. die Korpschefs der lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- c. die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
- d. die Prokuratorin des Königs in Eupen, den Prokurator des Königs in Lüttich.

2. zur Information an:

- a. den Premierminister,
- b. die föderale Ministerin des Innern,
- c. den föderalen Minister der Volksgesundheit,
- d. den Ministerpräsidenten der Wallonischen Region,
- e. die Ministerin für Gesundheit der Wallonischen Region,
- f. den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- g. das nationale Krisenzentrum,
- h. das regionale Krisenzentrum,
- i. das Provinzkollegium von Lüttich.

Artikel 8 – Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können per Antrag beim Staatsrat, 33 Rue de la Science, 1040 Brüssel oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/> binnen einer Frist von 60 Tagen ab Notifizierung dieses Erlasses gemäß den koordinierten Gesetzen über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 einreicht werden.

Lüttich, den 28. Dezember 2020

Hervé JAMAR

